

# Nouvelles d'Espagne – Economie et Finances Edition spéciale Covid-19 – période du 17/07 au 24/07

## **NOUVELLES MESURES**

Conseil Européen : le Président du Gouvernement, Pedro Sánchez, a estimé que l'accord obtenu pour le fonds de reconstruction de l'Union Européenne et le Cadre Financier Pluriannuel 2021-2027 constitue « une des pages les plus brillantes de l'histoire de l'UE » et avance que l'Espagne devrait recevoir près de 140 Md€, soit 11,2% du PIB, dont 72,7 Md€ en aides directes et 67,3 Md€ en prêts. Par programmes, l'Espagne obtiendra 59 Md€ (8,8%) des 672,5 Md€ du Mécanisme pour la Reprise et la Résilience et 12,4 Md€ (26,1%) des 47,5 Md€ de ReactEU. Concernant le Cadre Financier Pluriannuel 2021-2027, l'Espagne devrait maintenir un montant de 47,5 Md€ pour la PAC, équivalent à celui de la période de programmation antérieure.

Mardi 21 juillet, le Conseil des Ministres hebdomadaire a adopté les conditions pour accéder au fonds d'appui à la solvabilité d'entreprises stratégiques de 10 Md€ géré par l'entité publique SEPI, l'APE espagnole. L'aide pour chaque entreprise sera au minimum de 25 M€ (sauf cas exceptionnels) et au maximum équivalente au patrimoine net de la compagnie au 31/12/2019. Parmi les conditions principales, les entreprises bénéficiant ne pourront pas verser de dividendes, octroyer des primes ou rémunérations variables aux membres du conseil d'administration ou mener des actions commerciales agressives. L'Accord du Conseil des Ministres prévoit également la composition et le règlement du conseil gérant le fonds, qui sera opérationnel « sous 30 jours ».

Le Ministère des Finances a adopté <u>l'ordre ministériel</u> fixant la <u>répartition</u> de la première tranche du fonds Covid-19 de 16 Md€ pour soutenir les régions. Cette tranche de 6 Md€ concernant les dépenses sanitaires extraordinaires bénéficiera principalement les régions de Madrid (1,5 Md€), Catalogne (1,2 Md€), Andalousie (0,6 Md€) et Valence (0,45 Md€).

Mercredi 22 juillet, le Président Sánchez a présenté le <u>plan</u> pour la modernisation de la formation professionnelle doté de 1,5 Md€ pour les quatre prochaines années et qui pourrait être complété avec des fonds supplémentaires du fonds de reconstruction. Parmi les actions intégrées autour de 11 axes, le plan prévoit l'ouverture d'une procédure de reconnaissance des compétences professionnelles acquises dans le milieu du travail (qui devrait concerner 3,3 millions de personnes de moins de 55 ans sans diplôme), l'ouverture de 200 000 places dans les centres de formation professionnelle avec un appui particulier aux zones rurales peu peuplées, ou la création de nouvelles formations sur l'intelligence artificielle, le *big data* et la cyber sécurité.

Lors de la plénière du 22 juillet, le Congrès des Députés a voté les conclusions de la commission parlementaire de reconstruction économique et sociale. Le Congrès a adopté les conclusions pour le système sanitaire et santé publique et la position européenne mais a rejeté celles pour les politiques sociales. Les conclusions sur la relance économique seront votées la semaine du 27/07. Le Congrès remettra le texte final au gouvernement pour qu'il les intègre dans ses projets pour la reconstruction. Même si ces conclusions n'ont pas de force de loi, elles devraient orienter le projet de budget pour 2021 dont la présentation est attendue en septembre.

Jeudi 23 juillet, le Président, Pedro Sánchez, a présenté la stratégie « Espagne Numérique 2025 » qui entend mobiliser 140 Md€ en investissements publics et privés pour accélérer la numérisation de l'économie espagnole et qui sera « un pilier stratégique de la reconstruction du pays après la pandémie ». Parmi les 140 Md€ annoncées, 70 Md€ seront concentrés sur la période 2021-2023 avec 20 Md€ d'investissements publics (dont 15 Md€ grâce aux financements du fonds de reconstruction) et 50 Md€ d'investissements privés. Le plan prévoit près de 50 mesures autour de 10 axes stratégiques avec l'ambition de s'aligner sur les priorités de la reconstruction établies dans l'accord au niveau européen et avec les plans d'investissements et des réformes de l'Espagne pour les années à venir. Parmi les nombreuses mesures



préconisées, le plan intègre des objectifs pour la numérisation des services publics (50% des services numériques de l'administration disponibles sur un smartphone en 2025), le renforcement de la cyber sécurité (disposer de plus de 20 000 spécialistes dans le domaine en 2025), l'appui au commerce électronique pour les PME (vente en ligne pour 25% des PME en 2025) ou la disparition de la fracture numérique entre les zones urbaines et rurales.

# ANALYSES MACROECONOMIQUES

#### **BANQUE D'ESPAGNE**

La dette publique espagnole dépasse 100 % du PIB en mai 2020. Selon la Banque d'Espagne, la dette a enregistré une hausse de 1,9 % en variation mensuelle, atteignant un niveau historique de 1 257,8 M€.

### MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DU TOURISME

Les exportations diminuent de 17,2 % pour la période janvier-mai 2020, atteignant 101,5 Md€. Selon le Ministère d'Industrie, Commerce et Tourisme, les importations ont également diminué de 18,5 % pendant cette période, atteignant les 110,5 Md€. Ainsi, le déficit commercial a été de 9 Md€, soit une baisse interannuelle de 31,3 %.

#### MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

Le chômage partiel a supposé un coût total de 8,1 Md€ entre avril et juin. Selon les données d'exécution budgétaire du Ministère du Travail, les prestations versées aux travailleurs en chômage partiel ont supposé un coût de 2,7 Md€ en avril, 3,3 Md€ en mai et 2,1 Md€ en juin. En incluant le coût des autres prestations versées sur ce trimestre, le service public de l'emploi (SEPE) a versé au total 16,3 Md€ ce printemps. Ces sommes n'incluent pas le coût pour la Sécurité Sociale correspondant à l'exonération des cotisations patronales, qui avait été évalué à 11 Md€ par le Ministre de l'Inclusion, de la Sécurité Sociale et des Migrations, José Luis Escrivá.

Responsable de la publication : Shanti Bobin

Ambassade de France en Espagne Service Économique Régional C/ Marqués de la Ensenada, 10 28004 Madrid

<u>Rédigé par</u>: Anna Bejaoui, Alvaro Carranza, Alex Marañón, Axel Demenet

Abonnement/désabonnement:

espagne@dgtresor.gouv.fr



Copyright: Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Madrid

#### Clause de non-responsabilité :

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées.

Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.